

Oxfam France – Agir ici appelle la France à dénoncer avec force la détérioration de la situation sanitaire dans la bande de Gaza

Paris, 20 novembre 2007 – **Un risque croissant menace la santé publique dans la bande de Gaza**, car les services d'eau et d'assainissement se dégradent considérablement sous la contrainte des **restrictions imposées dans la région par Israël** sur le carburant, les biens essentiels et les pièces de rechange.

D'après les Services d'Eau des Municipalités Côtières (SEMC) sur place, 15% de la population de Gaza – soit **225 000 personnes – ne reçoivent pas la quantité nécessaire d'eau potable** en raison du manque de carburant.

Des informations récentes indiquent par ailleurs que le Bureau du Procureur général d'Israël approuverait le plan du ministère de la Défense israélien visant à **réduire la quantité d'électricité** distribuée dans la bande de Gaza. Cette décision intervient au moment où les **réductions de carburant** imposées par Israël sont les plus importantes depuis le 28 octobre dernier, et ont un impact immédiat sur les systèmes d'approvisionnement en eau et de gestion des eaux usées dans la bande de Gaza.

Oxfam France – Agir ici souhaite rappeler le rôle que doit jouer de la France dans la résolution du conflit qui oppose Israël aux Territoires palestiniens. Le ministre français des Affaires étrangères et européennes, M. Bernard Kouchner, s'est en effet rendu les 17 et 18 novembre derniers en Israël et dans les Territoires palestiniens, où il a notamment rencontré le Premier ministre israélien, M. Ehoud Olmert, et le président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas. A cette occasion, il a exprimé ses attentes vis-à-vis de la réunion d'Annapolis et manifesté son souhait d'y prendre part.

"Alors que la France se prépare à accueillir aux alentours du 17 décembre une conférence des bailleurs de fonds pour les territoires Palestiniens, **Oxfam France - Agir ici appelle le gouvernement français à dénoncer avec force la détérioration de la situation sanitaire à Gaza** et à faire en sorte que les acteurs en charge de la protection des civils rendent compte de leurs actes.", a déclaré Nicolas Vercken, responsable de plaidoyer à Oxfam France – Agir ici.

CONTACT PRESSE :

Pour toute information complémentaire ou interview, contactez :

Aldine FURIO, Oxfam France – Agir ici, +33 156 98 24 40 ou +33 686 92 93 30, afurio@oxfamfrance.org

NOTES AUX REDACTIONS :

Éléments de contexte sur l'engagement d'Oxfam France - Agir ici sur la crise Israël / Palestine

Oxfam France - Agir ici, association française de solidarité internationale, est le membre français de la confédération Oxfam International. Pour Oxfam France - Agir ici, lutter efficacement contre la pauvreté et les injustices dans le monde implique de réduire les conflits et la violence et de mieux protéger les civils dans les conflits, car il ne peut y avoir de droits économiques et sociaux effectifs sans le droit de vivre en sécurité. Oxfam France - Agir ici n'intervient pas en tant que tel dans les opérations d'urgence mais se base sur la réalité du terrain et notamment sur les témoignages des populations touchées et des équipes sur place (équipes d'autres membres du réseau Oxfam et des ONG partenaires sur place) pour développer son plaidoyer. Dans ce contexte, Oxfam France - Agir ici, en lien avec les équipes des membres du réseau Oxfam présents en Israël et dans les Territoires palestiniens, se mobilise pour interpeller la communauté internationale et notamment la France, afin que la sécurité et la protection des civils soient considérées comme une priorité et que des accords de paix aboutissent.